



Cour constitutionnelle

Nouveaux arrêts prononcés

Numéro d'arrêt : 57/2024

Date d'arrêt : 30/05/2024

Numéro(s) de rôle : 7500

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Décret de la Communauté française du 9 juillet 2020 « portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2020 déterminant le référentiel des compétences initiales et prévoyant une procédure de dérogation au référentiel des compétences initiales conformément à l'article 1.4.4-1, § 1er, du code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire » (articles 1er et 3)

Mots-clés : Recours en annulation - Désistement

Dispositif : Désistement

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2024/2024-057f.pdf>

Numéro d'arrêt : 58/2024

Date d'arrêt : 30/05/2024

Numéro(s) de rôle : 7993

Procédure : Question préjudicielle

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 22 décembre 2009 « portant des dispositions fiscales » (article 3, alinéa 2)

Mots-clés : Droit fiscal - Impôts sur les revenus - Etablissement et recouvrement - Cotisation - Cotisation irrégulière - Annulation par le juge pour une cause autre que la prescription - Etablissement d'une cotisation subsidiaire - Requête en validation de la cotisation - Signification - Délai

Dispositif : La question préjudicielle n'appelle pas de réponse

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2024/2024-058f.pdf>

Numéro d'arrêt : 59/2024

Date d'arrêt : 30/05/2024

Numéro(s) de rôle : 8012

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 décembre 2022 « organisant la limitation de l'indexation des baux commerciaux »

Mots-clés : Droit civil - Baux commerciaux - Région de Bruxelles-Capitale - Soutien temporaire aux locataires commerciaux - Indexation des loyers - Plafond - Indice « 0 énergie »

Dispositif : Rejet du recours

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2024/2024-059f.pdf>

Communiqué de presse : <https://www.const-court.be/public/f/2024/2024-059f-info.pdf>

En bref : La Cour rejette le recours contre l'ordonnance bruxelloise qui a limité l'indexation des loyers commerciaux pendant un an à compter du 22 décembre 2022

Numéro d'arrêt : 60/2024

Date d'arrêt : 30/05/2024

Numéro(s) de rôle : 8077

Procédure : Questions préjudicielles

Norme(s) contrôlée(s) : Loi-programme (I) du 24 décembre 2002 (article 339, alinéa 3, tel que cet article a été remplacé par l'article 15 du décret de la Région wallonne du 2 février 2017 « relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles » et avant son remplacement par l'article 261 du décret de la Région wallonne du 21 décembre 2022 « contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2023 »)

Mots-clés : Droit social - Sécurité sociale - Cotisations patronales - Réduction groupes-cibles - Travailleurs âgés d'au moins 55 ans - Fin de l'octroi - Âge légal de la pension

Dispositif : Non-violation

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2024/2024-060f.pdf>

En bref : Il est raisonnablement justifié que la réduction de cotisations sociales pour les travailleurs âgés d'au moins 55 ans, telle qu'elle était prévue avant 2023 en Région wallonne, cessait lorsqu'ils atteignaient l'âge légal de la pension

Numéro d'arrêt : 61/2024

Date d'arrêt : 30/05/2024

Numéro(s) de rôle : 8182

Procédure : Question préjudicielle

Norme(s) contrôlée(s) : Arrêté royal du 23 mars 1998 « relatif au permis de conduire » (article 20, § 7)

Mots-clés : Procédure préliminaire - Question préjudicielle - Incompétence manifeste de la Cour

Dispositif : Incompétence de la Cour

Texte de l'arrêt : <https://www.const-court.be/public/f/2024/2024-061f.pdf>